

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Réception des soumissions - TPSGC / Bid Receiving
- PWGSC
601-1550, Avenue d'Estimauville
Québec
Québec
G1J 0C7

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
TPSGC/PWGSC
601-1550, Avenue d'Estimauville
Québec
Québec
G1J 0C7

Title - Sujet Affrètement navire école	
Solicitation No. - N° de l'invitation W3380-11J053/A	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client W3380-11-J053	Date 2012-04-11
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$QCL-005-14519	
File No. - N° de dossier QCL-1-34892 (005)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-04-16	
Time Zone Fuseau horaire Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Lachance, Paul	Buyer Id - Id de l'acheteur qcl005
Telephone No. - N° de téléphone (418) 649-2825 ()	FAX No. - N° de FAX (418) 648-2209
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

AVIS:

La présente modification a pour but de modifier le paragraphe 1.1.1 alinéa (3) de la Partie 4 Procédures d'évaluation et méthodes de sélection. Les changements sont en "italique". Voir page 10 de 27

TABLE DES MATIÈRES**PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé du besoin
5. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé du besoin
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relative à la facturation

Solicitation No. - N° de l'invitation

W3380-11J053/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W3380-11-J053

Amd. No. - N° de la modif.

001

File No. - N° du dossier

QCL-1-34892

Buyer ID - Id de l'acheteur

qc1005

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

-
8. Attestations
 9. Lois applicables
 10. Ordre de priorité des documents
 11. Contrat de défense
 12. Exigences en matière d'assurance

Liste des annexes

Annexe A	Énoncé du besoin
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Assurances

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Énoncé du besoin

Le besoin est décrit en détail à l'article 2 des clauses du contrat éventuel

2.1 Navire affrété

Le navire devra être conforme aux exigences indiquées dans les spécifications ci-jointes. Le soumissionnaire doit préciser les détails suivants relativement à son navire :

- a) nom du navire _____;
- b) numéro officiel _____;
- c) longueur, largeur, jaugeage _____;

3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions . Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2012/03/02) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Les alinéas 1 (a) et 1 (b) de l'article 12 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, sont modifiés comme suit :

1. Le Canada peut rejeter une soumission dans l'un des cas suivants :

(a) le soumissionnaire est assujéti à une mesure corrective du rendement du fournisseur, en vertu de la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs, ce qui le rend inadmissible pour déposer une soumission pour répondre au besoin ;

(b) un employé ou un sous-traitant proposé dans la soumission est soumis à une mesure corrective du rendement du fournisseur, en vertu de la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs, ce qui rendrait l'employé ou un sous-traitant inadmissible pour déposer une soumission pour répondre au besoin ou à la partie du besoin que l'employé ou le sous-traitant exécuterait;

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins trois (3) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur au Québec, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (Deux copies papier)

Section II : Soumission financière (Deux copies papier)

Section III : Attestations (Une copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les soumissionnaires à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W3380-11J053/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W3380-11-J053

Amd. No. - N° de la modif.

001

File No. - N° du dossier

QCL-1-34892

Buyer ID - Id de l'acheteur

qcl005

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

À la date et à l'heure de clôture de la DP, le soumissionnaire doit :

- Respecter les exigences obligatoires ci-après; et
- Fournir les documents nécessaires pour démontrer qu'il se conforme à ces exigences.

Toute proposition qui ne respecte pas l'une ou l'autre des exigences obligatoires suivantes sera jugée non recevable et sera rejetée d'emblée. Chacune des exigences devrait être traitée séparément. *Le soumissionnaire doit donner suffisamment de détails pour permettre une évaluation complète.*

- (1) Le soumissionnaire doit présenter une lettre d'un courtier d'assurance ou d'une compagnie d'assurance autorisé à faire affaire au Canada déclarant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat, sera ou pourra être assuré conformément à TOUTES les exigences en matière d'assurances indiquées à l'**Annexe "C"**.
- (2) Le navire proposé devra répondre à toutes les exigences des paragraphes 1 et 3 de l'Annexe "A".
- (3) Le navire proposé doit être enregistré au Canada et détenir un certificat de navigabilité valide pour l'usage qui en sera fait émis par le Bureau de la sécurité maritime de Transports Canada *ou une Société de classification déléguée par Transports Canada.*

1.2 Évaluation financière

Clause du guide des CCUA A0220T (2007/05/25) Évaluation du prix.

2. Méthode de sélection

2.1 Méthode de sélection - critères techniques obligatoires

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas pour l'un ou l'autre des types de navires sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1.1 Programme de contrats fédéraux - plus de 25000\$ et moins de 200000\$

Les fournisseurs qui sont assujettis au Programme de contrats fédéraux (PCF) et qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement fédéral au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

- a) ☐ n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de _____ moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents et/ou temporaires, ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b) ☐ n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- c) ☐ est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein, ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus.
- d) ☐ n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____.

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

1.2 Attestation du contenu canadien

Cet achat est limité aux services canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

☐ le service offert est un service canadien tel qu'il est défini au paragraphe 2 de la clause A3050T.

Pour de plus amples renseignements afin de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consulter l'Annexe 3.6(9), Exemple 2 du Guide des approvisionnements.

1.2.1 Clause du guide des CCUA A3050T (2010/01/11), Définition du contenu canadien.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Énoncé du besoin

L'entrepreneur doit fournir les services conformément à l'énoncé du besoin qui se trouve à l'annexe «A».

2.1 Navire affrété

1. Le navire doit être conforme aux exigences suivantes :
 - a) il doit bien tenir la mer;
 - b) le moteur doit être en bon état de fonctionnement, et tous les mécanismes et l'équipement doivent être en bon état.
2. L'entrepreneur doit garder et maintenir le navire, les moteurs, les mécanismes et l'équipement, en bon état pour la durée du contrat, et doit payer pour tous les travaux nécessaires de réparation, de renouvellement et d'entretien.
3. L'entrepreneur doit :
 - a) indemniser le Canada et le tenir exempt de toute réclamation pour cause de perte ou de dommage au navire ou à tout autre propriété, aux moteurs, mécanismes ou équipement, découlant de l'affrètement, ainsi que pour des blessures ou des dommages aux biens de toutes les personnes à bord du navire, à l'exception de toutes blessure ou dommage à la propriété des employés ou des agents du Canada;
 - b) s'assurer que les opérations seront exécutées seulement par les représentants dûment autorisés du Canada, nommés par le responsable technique;
 - c) s'assurer que les vêtements de flottaison individuels approuvés sont facilement accessibles à tout moment pour les personnes à bord;
 - d) s'assurer que l'usage ou la possession de drogues illégales ou d'alcool sont prohibés. Si l'on découvre qu'un membre de l'équipage était sous l'influence de ces produits pendant l'exercice de ses fonctions, ce sera la cause pour la résiliation du contrat pour inexécution.

4. Si le navire est hors service ou n'est pas en état de marche, ou s'il est désarmé sans le consentement du Canada, alors le Canada ne sera pas tenu responsable du paiement relatif à l'engagement du navire pendant cette période. Si cette période dépasse une semaine, le Canada pourra résilier immédiatement le contrat pour inexécution.
5. Si l'un ou l'autre mécanisme ou équipement nécessaire au fonctionnement efficace du navire aux fins du contrat n'est pas en bon état de fonctionnement pendant une durée quelconque, alors le paiement relatif à l'engagement cessera pendant le temps perdu, et si, au cours du voyage, la vitesse est réduite à la suite d'une défectuosité ou d'une panne de toute partie de la coque, des machines ou de l'équipement, le temps perdu sera déduit de l'engagement. Le Canada sera le seul juge des capacités du navire.
6. Si le navire ne peut fonctionner en toute sécurité dans la zone de travail à cause des conditions maritimes ou atmosphériques, selon une entente entre le représentant de l'entrepreneur et celui du Canada, l'affrètement pour la journée sera résilié et un paiement au prorata sera versé à l'entrepreneur pour la période visée par les travaux, conformément aux conditions du contrat.
7. Si les détails fournis par l'entrepreneur et précisés dans le contrat sont incorrects ou prêtent à confusion, le Canada pourra, à sa discrétion, résilier le contrat pour inexécution.

3. **Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 **Conditions générales**

2010C (2012/03/02), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4. **Durée du contrat**

4.1 **Période du contrat**

La période d'affrètement dans le cas d'un navire d'une capacité de 12 stagiaires sera du 10 juillet au 8 août 2012 inclusivement.

La période d'affrètement dans le cas d'un navire d'une capacité de 22 stagiaires sera du 13 juillet au 29 juillet 2012 inclusivement.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Paul Lachance

Titre : Spécialiste de l'approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Téléphone : 418-649-2825

Télécopieur : 418-648-2209

Courriel : paul.lachance@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est : *(Sera divulgué à l'octroi du contrat)*

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ ____ _____

Télécopieur : ____ ____ _____

Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____-____-____

Télécopieur : ____-____-____

Courriel : _____.

6. Paiement

6.1 Base de paiement

Base de paiement - prix ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé dans l'annexe B, selon un montant total de _____ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.2 Clauses du guide des CCUA

Clause du guide des CCUA C6000C (2011/05/16), Limite de prix

Clause du guide des CCUA H1000C (2008/05/12), Paiement unique

7. Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
 - b) Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

8. Attestations

8.1 Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

8.2 Clauses du guide des CCUA

A3060C (2008/05/12), Attestation du contenu canadien

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (*insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu*), et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) 2010C (2012/03/02), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante;
- c) Annexe A, Énoncé du besoin;
- d) Annexe B, Base de paiement;
- e) Annexe C, Assurances
- f) la soumission de l'entrepreneur en date du _____

11. Contrat de défense

Clause du guide des CCUA A9006C (2008/05/12) Contrat de défense

12. Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

ANNEXE « A »**ÉNONCÉ DES BESOINS****NAVIRE ÉCOLE CADETS 2012****1. DESCRIPTION DES BESOINS**

Affrètement d'un navire, d'une longueur maximale hors tout de 50 mètres, manœuvrant à une vitesse de croisière de 8 à 12 nœuds maximum, pouvant accommoder soit un minimum de 8 à 12 stagiaires et trois (3) surveillants des cadets ou un minimum de 22 stagiaires, 3 surveillants des cadets ainsi que l'équipage du navire et possédant une autonomie de 3 jours. L'affrètement est pour une période de 30 jours pour le navire d'une capacité de 12 stagiaires soit du 10 juillet au 8 août 2012 inclusivement ou de 17 jours pour le navire d'une capacité de 22 stagiaires soit du 13 juillet au 29 juillet 2012 inclusivement. Le navire devra être enregistré au Canada et détenir un certificat de navigabilité valide pour ce type d'usage.

2. PORT D'ATTACHE

Le navire devra être basé dans la zone portuaire de Trois-Rivières pendant toute la période d'affrètement et sera utilisé par le Centre d'Instruction d'Été des Cadets de la Marine NCSM Québec pour la formation maritime de cadets stagiaires.

3. ÉQUIPEMENTS

Le navire devra obligatoirement posséder les équipements suivants, lesquels devront être dans un état opérationnel et dûment calibré lorsque nécessaire:

a. Équipement de navigation :

- (1) un radar de navigation de surface;
- (2) un compas magnétique calibré annuellement;
- (3) un système de positionnement GPS fixe à la timonerie et relié à un système de cartes maritimes informatisé avec les programmes couvrant la zone d'opération prévue ci-bas;
- (4) un échosondeur;
- (5) une corne de brume;
- (6) feux de navigation (et feux alternatifs);
- (7) un indicateur de vitesse;
- (8) un baromètre (calibré);
- (9) un anémomètre;
- (10) un indicateur de barre à la timonerie; et

- (11) les manomètres du moteur principal et des groupes électrogènes à la timonerie.

b. Équipement de communication :

Deux (2) radios VHF bande marine.

c. Équipements de ponts :

- (1) un ber pour l'arrimage d'un radeau (20 places) de sauvetage gonflable de type Beaufort ou Tull;
- (2) une passerelle d'embarquement et un filet de sécurité;
- (3) guindeau et cabestan électriques et/ou hydrauliques;
- (4) deux ancres avec câbles et chaînes marquées;
- (5) bossoir manuel d'une capacité minimale certifiée à 907 kg, pour embarcation de service d'approximativement 5 mètres, de type Zodiac (embarcation fournie par le Ministère);
- (6) plages: la configuration du navire doit être telle que des plages avant et arrière permettent les différentes évolutions (amarrages, ancrages etc.)
- (7) projecteur de recherche fixe opérable à partir de la passerelle;
- (8) bastingage, d'une hauteur de 42 pouces, ceinturant l'ensemble des ponts; et

d. accommodation :

- (1) Équipements sanitaires :
 - a. 1 toilette, 1 douche et 1 lavabo, co-localisés;
 - b. eau potable: réservoir d'une capacité minimale de 1000 litres; et
 - c. chauffe-eau électrique: d'une capacité minimale de 180 litres.
- (2) Équipements de cuisine :
 - a. un lavabo;
 - b. une cuisinière électrique avec four ou une plaque chauffante et un micro-onde;
 - c. un réfrigérateur et un congélateur;
 - d. espace nécessaire à la préparation et au service des repas; et
 - e. une hotte électrique.
- (3) Hébergement :

Pouvant accommoder et coucher 12 stagiaires et 4 membres d'équipage; l'hébergement des stagiaires peut être de type dortoir mais doit être séparé de l'hébergement de l'équipage, tout en étant à proximité;

-
- (4) Matériel de sécurité :
- a. système d'éclairage d'urgence dans tous les compartiments;
 - b. détecteurs de monoxyde de carbone dans les aires de repos des stagiaires et dans les cabines; et
 - c. détecteurs de fumée dans l'ensemble des compartiments.
- (5) Cale: Espace d'entreposage d'une dimension approximative de 9 mètres cube.

e. Salle des machines :

- (1) Groupe électrogène: deux génératrices développant un courant électrique de 220 volts, 200 ampères, 60 cycles chacune;
- (2) propulsion : par moteur(s) diesel marine muni d'un mécanisme d'arrêt d'urgence contrôlé à partir de la passerelle;
- (3) gouverne : par système hydraulique doublé d'un système d'urgence de gouverne manuelle avec marquage d'indicateur d'angle sur le pont et calibré aux 5 degrés; et
- (4) pompes :
 - a. système de pompes et prises d'eau de mer motorisées pour le combat des incendies et possédant deux bornes à incendie munies de manomètres ayant un débit conforme aux normes Transports Canada; et
 - b. pompe de service générale (GSP);

4.. DURÉE DE LA CHARTE-PARTIE

Le Ministère affrète le navire pour une période ferme de 30 jours à partir du 10 juil au 8 août 2012 dans le cas d'un navire d'une capacité de 12 stagiaires ou pour une période ferme de 17 jours à partir du 13 juillet au 29 juillet 2012 dans le cas d'un navire d'une capacité de 22 stagiaires.

5.. ÉTAT DE LIVRAISON

Le navire sera livré au quai de Trois-Rivières, en bon état de navigabilité; le moteur, les annexes, les gréements ainsi que tout l'équipement nécessaire à la marche efficace et sécuritaire du navire devront être dans un état de fonctionnement opérationnel et à la satisfaction du Ministère.

6. CONSTAT

- a. Suite à la livraison du navire, par le propriétaire, au port de Trois-Rivières, une inspection sera conduite par des représentants du Ministère de la Défense Nationale et déterminera si le navire est apte à la navigation maritime sécuritaire ainsi que sa condition mécanique. Ce constat prendra la forme d'une inspection couvrant, entre autres, les points suivants :

- (1) inspection visuelle de la coque du navire, incluant la partie sous l'eau, par un plongeur du Ministère;
 - (2) inspection et mise à l'essai des groupes électrogènes, des transmissions et des moteurs;
 - (3) inspection et mise à l'essai des instruments situés sur la passerelle; et
 - (4) essai en mer.
- b. le propriétaire effectuera à ses propres frais, s'il le juge à propos, un constat semblable, lors de la re-délivrance du navire, au site même du quai de Trois-Rivières, afin de se satisfaire sur l'état du navire avant le convoyage de celui-ci vers sa destination hivernale.
- c. A défaut du propriétaire de pouvoir rencontrer les exigences de cette inspection, le Ministère se réserve le droit:
- (1) d'annuler ce contrat de plein droit, sans qu'aucune pénalité ne puisse être exigée du Ministère, par le propriétaire, si les défaillances observées sont majeures et requièrent une période de temps trop longue pour effectuer les réparations; ou
 - (2) de retenir un montant équivalent à 1/30 ou 1/17 du prix de la location en cours selon le type de navire affrété pour chaque période de vingt-quatre heures où le navire n'aura pu être utilisé et ce, jusqu'à la fin des travaux correctifs rendant le navire conforme aux exigences de l'équipe d'inspection du Ministère.

7. INSPECTION PAR LE PROPRIÉTAIRE

Le propriétaire aura, en tout temps, moyennant un préavis de vingt quatre heures, le droit d'inspecter ou faire des constats sur le navire ou de désigner son représentant ou expert maritime dans le but de faire en son nom tout examen ou constat afin d'établir la condition du navire et de se satisfaire que le navire est employé aux fins pour lesquelles il a été affrété. Le Ministère permettra également au propriétaire, ou à son représentant, d'examiner les journaux officiels de bord du navire et devra fournir, à ce dernier, toute information relativement à toute avarie, accident ou dommage au navire.

8. INVENTAIRE ET MAZOUT

Un constat conjoint sera fait lors de la livraison, de même que lors de la re-délivrance, de l'entier équipement du navire et de ses appareils, ainsi que de tout mazout ou fourniture consommable qui se trouve à bord du navire. Le Ministère s'engage à remettre au propriétaire, au moment de la re-délivrance du navire, l'entier équipement du navire et ses appareils dans le même état de quantité et qualité que lors de la prise de possession, sujet à l'usure normale découlant de l'usage normal; Le Ministère s'engage également à remettre au propriétaire, au moment de la

re-délivrance du navire, une quantité de mazout et de fourniture consommable équivalente à celle qui se trouvait à bord du navire au moment de la prise de possession par Le Ministère. Le Mazout et les huiles seront remboursés sur une facture séparée à la fin du contrat. Cette facture devra être vérifiée et acceptée par le locataire.

9. ENTRETIEN ET OPERATION

- a. Le navire sera à l'entière disposition et possession du Ministère et sous son entier contrôle pendant toute la durée de la présente charte-partie;
- b. le propriétaire devra maintenir le navire, son moteur, ses annexes, son gréement et son équipement dans un bon état de fonctionnement et dans un état efficace d'opération, conformément aux directives d'inspection du Ministère et tous les certificats devront être maintenus en vigueur en tout temps. Dans le cas d'un navire d'une capacité de 12 stagiaires le propriétaire fournira également un membre d'équipage (ingénieur en génie mécanique maritime compétent, à la satisfaction du Ministère) qui devra être à bord du navire en tout temps où le navire sera en opération, au quai ou au large. Ce membre d'équipage relèvera directement du Capitaine nommé par le Ministère pour la durée de la charte-partie; (seulement en ce qui a trait au maintien du navire dans un état opérationnel et sécuritaire). Dans le cas d'un navire d'une capacité de 22 stagiaires le propriétaire devra fournir l'équipage normal pour opérer le navire.
- c. les directives concernant l'embauche de personnel ayant à travailler avec, ou près des cadets, oblige l'employeur à procéder à une vérification d'antécédents judiciaires de ces mêmes employés. Le propriétaire est donc tenu de procéder à cette vérification pour l'ingénieur maritime qui sera employé à bord du navire pour la période estivale ci-haut mentionnée. Le propriétaire devra fournir au Ministère les résultats de cette vérification, au moins quatre semaines avant le début de la période d'emploi ;
- d. le propriétaire devra exécuter, ou faire exécuter, toute réparation au navire, ses annexes, équipements ou gréements dans les 48 heures suivant un rapport de bris ou d'avarie de ce matériel; ce rapport de bris sera transmis au propriétaire par communication téléphonique ou par télécopieur. Si le navire ne peut être opéré pour des raisons de bris ou défaillance mécanique, pour des périodes en excès de 48 heures, le Ministère se réserve le droit de réduire quotidiennement le montant du paiement de location de 1/30 ou de 1/17 du prix de location en cours selon le type de navire affrété, et ce, jusqu'à la conclusion des réparations, à la satisfaction du Ministère;
- e. advenant le cas où il serait déterminé, hors de tout doute, que des dommages au navire, ses annexes, équipements ou gréements ont été causés par négligence de la

part du Ministère, ce dernier sera tenu responsable desdits dommages et en assumera totalement les frais de réparations; de plus aucune pénalité financière quotidienne ne pourra être retenue contre le propriétaire dans un cas tel que celui ci-haut mentionné.

10. RESPONSABILITE

- a. En ce qui a trait au navire d'une capacité de 12 stagiaires, le transporteur assumera les frais du mécanicien. Le capitaine et les officiers du navire seront engagés et employés par le Ministère et demeureront les employés du Ministère qui en assumera toutes les responsabilités patronales;
- b. toutefois, le Ministère n'assume aucune responsabilité en ce qui a trait à l'employé du propriétaire (ingénieur en génie mécanique), lequel est lié à celui-ci par un contrat d'emploi, et pour lequel le propriétaire assume toutes les responsabilités patronales. Idem pour l'équipage du navire d'une capacité de 22 stagiaires

11. LOYER

Le loyer, payé par le Ministère, inclut la location du navire, le salaire de l'ingénieur en génie mécanique maritime (employé du propriétaire), l'assurance coque et machinerie, le convoyage du navire au quai et du quai de Trois-Rivières ainsi que l'entretien du navire. Le versement du loyer sera payé à la fin de la période de location et le montant payé sera conditionnel au respect des conditions du paragraphe 9, sous-paragraphe d; le montant du loyer pourrait être amputé du total des pénalités encourues par le propriétaire, suite au non respect des conditions ci- haut mentionnées.

12. LIMITES DE NAVIGATION

Le Ministère s'engage à limiter son utilisation du navire dans la zone de navigation se situant entre Montréal et Québec, incluant les zones portuaires.

ANNEXE « B »**BASE DE PAIEMENT**

Pour l'affrètement d'un navire conformément aux exigences décrites à l'Annexe "A" Énoncé du besoin un prix unitaire ferme par journée de:

- 1) Pour navire d'une capacité de 22 stagiaires plus 3 formateurs plus équipage régulier:

_____\$/Jour

_____\$/Jour X 17 jours = _____\$

OU

- 2) Pour navire d'une capacité de 12 stagiaires plus 3 membres d'équipage/formateurs plus un mécanicien:

_____\$/Jour

_____\$/Jour X 30 jours = _____\$

Les soumissionnaires qui ont la possibilité de soumissionner pour les deux types de navires sont invités à la faire.

ANNEXE "C"

ASSURANCES

Assurance responsabilité en matière maritime

1. L'entrepreneur doit souscrire une assurance protection et indemnisation mutuelle qui doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution.
L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur aux limites fixées par la *Loi sur la responsabilité en matière maritime*, L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail décrite au paragraphe 2 ci-dessous.
2. L'entrepreneur doit souscrire une assurance contre les accidents du travail, qui couvre tous les employés effectuant des travaux conformément aux exigences réglementaires du territoire ou de la province. Ou même, les exigences réglementaires de l'État, de la résidence ou de l'employeur, ayant une autorité sur ces employés. Si la Commission des accidents du travail juge que l'entrepreneur fait l'objet d'une contravention supplémentaire en raison d'un accident causant des blessures ou la mort d'un employé de l'entrepreneur ou sous-traitant, ou découlant de conditions de travail dangereuses, cette contravention doit être aux frais de l'entrepreneur.
3. La police d'assurance protection et indemnisation mutuelle doit comprendre les éléments suivants:
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par le ministère de la Défense nationale et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.
 - c) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

-
- d) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.